

Des voix: Bravo!

M. Clark: J'ai parlé hier à la Chambre d'un sondage effectué par le *Herald* de Calgary qui révélait que 376 installations canadiennes de forage passeront aux États-Unis. Cela représentera pour au moins 22,500 Canadiens la perte de l'emploi qu'ils occupaient déjà au Canada. Cela entraînera également une réduction spectaculaire des travaux d'exploration. Déjà, 60 de ces installations de forage ont été démantées aux États-Unis ou sont en voie de l'être. Il n'est pas facile pour ces sociétés canadiennes de prendre la décision de se déraciner et de renoncer à leur avenir au Canada. Et il leur sera encore moins facile de revenir une fois qu'elles seront parties.

En Saskatchewan, la Hudson's Bay Oil and Gas Company a suspendu ses projets de forage pour 1981 dans le gisement d'huile lourde de Lloydminster. Cette société avait prévu investir 50 millions pour percer 300 puits, et la moitié des ouvriers de Lloydminster seront mis à pied. Il n'y a pas de représentant de Lloydminster ou de n'importe où ailleurs en Saskatchewan du côté du gouvernement. Mais ce qui se produit en Saskatchewan à la suite de l'application de ces mesures pourrait fort bien se produire au Cap-Breton demain, à Kitcheener ou dans n'importe quelle localité du Québec le surlendemain parce que le gouvernement applique actuellement une série de mesures qui causeront des torts profonds et irréparables au pays.

Un derrick ordinaire, même s'il est monté à Edmonton, contient un mécanisme de commutation—les petits moteurs et dispositifs électriques qui aident à sélectionner les diverses fonctions d'un derrick—fabriqué à Brantford, des compresseurs à Stratford, de l'acier à Welland, au Sault-Sainte-Marie et à Hamilton ainsi que des génératrices à Peterborough. Rien que dans l'industrie du caoutchouc du sud de l'Ontario il se produira entre 300 et 400 suppressions d'emploi rien qu'au cours de l'année prochaine, et cela sera directement attribuable au déclin spectaculaire de la prospection pétrolière.

L'industrie pétrolière achète beaucoup de gros camions, lesquels sont fabriqués à Sainte-Thérèse et Windsor. Lorsque l'industrie pétrolière cesse ou réduit ses activités, cela se répercute sur les chaînes de montage de Sainte-Thérèse et de Windsor. A cause des politiques du gouvernement, des emplois qui devraient revenir à des Canadiens iront à des Américains. Cela ne constitue pas une politique de défense des intérêts canadiens. Cela ne constitue pas une politique raisonnable non plus. C'est une politique qui prive d'avenir les Canadiens.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Il y a quelque chose que je voudrais dire concernant les députés libéraux qui doivent appuyer les décisions du cabinet même s'ils n'en font pas partie. La responsabilité de cette faillite économique—de cette faillite sociale—dans laquelle le gouvernement nous a entraînés n'appartient pas exclusivement aux députés qui font partie du cabinet. Tout député libéral d'arrière-ban, tout député libéral qui donne son appui à ce genre de politique devra se présenter devant les électeurs de sa circonscription et rendre des comptes aux Canadiens à faible revenu à qui l'on refuse un crédit d'impôt à l'énergie. Ils vont devoir rentrer dans leur circonscription et répondre aux travailleurs du caoutchouc et à d'autres citoyens mis à pied à cause des politiques gouvernementales, politiques

La situation économique

qui ont pour effet de priver délibérément d'emplois des Canadiens. Monsieur l'Orateur, c'est une politique totalement inacceptable de la part de n'importe quel gouvernement. C'est se conduire de façon absolument inconsciente pour un député que d'accepter et d'appuyer si aveuglément et avec autant d'entraînement ce genre de politique, en trahissant ainsi les intérêts des hommes et des femmes de notre pays qui vous ont élus député à la Chambre pour les représenter.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Clark: Le ministre, qui vient d'une région qui connaît les souffrances humaines causées par les difficultés financières, serait-il devenu tellement fermé à la réalité qu'il aurait oublié combien réelle est la souffrance humaine? D'après les données qu'il nous fournit lui-même, 250,000 Canadiens viendront bientôt grossir le nombre des chômeurs. Ces individus et ces familles devront verser 61 p. 100 de leur revenu pour payer une maison très modeste, et cela s'ils reçoivent le maximum de l'assurance-chômage. Que feront-ils s'ils ont d'autres paiements à faire, s'ils ont des enfants à nourrir et à vêtir ou si un membre de la famille tombe malade? Le ministre sait ce qui arrive. Ces Canadiens seront en faillite ou auront des difficultés financières pour plusieurs années encore.

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, le ministre sait peut-être que les Canadiens les plus démunis, les 20 p. 100 de citoyens qui se trouvent au bas de l'échelle des revenus, consacrent 83 p. 100 de leurs revenus à l'achat des articles de première nécessité comme les denrées alimentaires, les vêtements et le logement. C'est à ces gens-là que le premier ministre conseille de changer leurs priorités. Changer leurs priorités dans quel sens, monsieur l'Orateur? Le ministre des Finances pourrait peut-être nous dire dans quel sens il veut que les pauvres changent leurs priorités. Notre premier ministre qui est issu du secteur huppé d'Outremont, conseille aux pauvres de mieux établir leur budget. Dès lors, le ministre des Finances peut-il expliquer aux chômeurs Canadiens ou à ceux qui risquent de le devenir comment ils peuvent mettre de côté alors qu'ils doivent payer davantage pour le combustible, pour les denrées alimentaires et pour d'autres produits, ce dont le gouvernement se fiche pas mal?

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le gouvernement prétend qu'il n'y a pas de récession. Peut-être pas pour lui ni pour ses collègues. Pas encore, de toute façon. Mais a-t-il parlé aux 159 travailleurs de la compagnie Caravelle Carpets, à Cornwall, qui ont été mis à pied et qui sont si mal représentés par le ministre d'État au Commerce (M. Lumley)? A-t-il parlé aux 80 employés de la compagnie Crowe Forestry, à Cambridge, ou encore aux 227 employés de la compagnie Montrose Mills, à Granby? A-t-il seulement parlé à un seul de ces Canadiens qui ont une famille à faire vivre, des responsabilités à assumer, et qui ont tous été mis à pied au cours du seul dernier mois? S'il n'a pas de solutions à apporter à la mauvaise conjoncture économique du pays, s'il n'a nullement l'intention de se décider à présenter enfin une politique économique qui garantisse un avenir moins sombre pour le Canada, le ministre doit au moins s'apitoyer sur le sort de ces Canadiens qui auront un triste Noël parce que leur gouvernement les a abandonnés?